

Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ SUR OFFRES DE PRIX MARCHE N°47/CS/2024

OBJET : ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE SALE

BUDGET D'EQUIPEMENT

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
10	30	30-10	13	AS 5748702 Acquisition des applications et matériel informatique pour le compte de la commune de Salé (PAPC_2020)

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservée aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs .

Passé avec : (Nom du
fournisseur)

MARCHE N°47/CS/2024
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE
SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**" ,

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°.....

Tel : Fax : E-mail :

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 47/CS/2024
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE
SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**" ,

D'UNE PART

ET Pour les personnes physiques

M

Agissant en son nom et pour son propre compte de

Taxe professionnelle n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°

Tel : Fax : E-mail :

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions):

.....

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 47/CS/2024
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE
SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé
Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration** " ,

D'UNE PART

ET Pour les auto-entrepreneurs

M

Agissant en son nom et pour son propre compte de

Taxe professionnelle n°

Registre national de l'auto entrepreneur Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°

Tel : Fax : E-mail :

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions):

.....

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 47/CS/2024
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE
SALE PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres des prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé
Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**" ,

D'UNE PART

ET Pour une coopérative

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre local des coopératives de..... Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE

SALE PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres des prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé
Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**" ,

D'UNE PART

ET Pour une union de coopératives

Les membres de l'**union de coopératives** soussignés constitué aux termes de la convention
..... (les références de la convention)..... :

-Membre 1 :

M..... Qualité
Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Taxe professionnelle n°
Registre local des coopératives de..... Sous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE
n°.....
Tel.....
Faisant élection de domicile au.....
Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

-Membre 2 :

M..... Qualité
Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont
conférés.
Au capital social
Taxe professionnelle n°
Registre local des coopératives de..... Sous le
n°.....
Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE
n°.....
Tel.....
Faisant élection de domicile au.....
Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature **de l'union**) ayant

M.....(prénom, nom et qualité).....en tant que mandataire du
groupement et coordonnateur de l'exécution des prestation, ayant un compte bancaire commun
sous n°(RIB sur 24 positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : MAITRISE D'OUVRAGE

ARTICLE 5: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX

ARTICLE 7 : VALIDITE DUMARCHE ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

ARTICLE 8 :ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE

ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

ARTICLE 12 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.

ARTICLE 14 : AVANCES.

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 18: ASSURANCES

ARTICLE 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 22: RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 24: RECEPTION DEFINITIVE

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 30 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 31 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 32 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 33 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 35 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

CHAPITRE I
CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet : ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE SALEau profit des services de la commune de Salé.
Le Présent marché est à lot unique.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures à livrer au titre du présent marché en lot unique consistent en ce qui suit :

1	Ordinateurs i5
2	Ordinateurs i7
3	Imprimantes multifonction monochrome A4
4	Imprimantes multifonction monochrome A3
5	Imprimantes multifonction couleur A3
6	Tablettes

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres des prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la commune de Salé

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

5.1 Les documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T):

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité **n°2-22-431** et en tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le fournisseur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5-2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;

ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

6.1 Textes généraux

1. Le **Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics** ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
3. Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184.
4. décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et de l'établissement de coopération intercommunale.
5. Décret n° 2-14-272 du 14-05-2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
6. l'arrêté du Chef du Gouvernement n° 3.302.15 du 15 safar 1437 (27-11-2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
7. l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
8. Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
9. Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
10. Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
11. Dahir 1-16-128 du 25 Aout 2016 promulguant la loi 59-13 modifiant et complétant la loi 17-99 portant codes des assurances ;
12. Tous les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;

Le fournisseur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. Le fournisseur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Validité du marché :

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président de la commune de Salé.

Délai de notification de l'approbation :

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret 2-22-431, le délai de notification de l'approbation de 60 jours est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Les autres conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret 2-22-431.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de commune de Sale, **ordonnateur** ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier **Préfectoral de salé** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous- traiter ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

1. Ordinateurs i5
2. Imprimantes multifonctions A4
3. Tablettes

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appeler des prestataires installés au Maroc conformément au paragraphe 5 de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023).

En cas de sous-traitance le titulaire est tenu de faire recours à l'emploi de la main d'œuvre locale.

ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de 02 mois.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Si au cours de l'exécution, le maître d'ouvrage constate que les délais prévus au programme d'exécution ne sont pas respectés, il le notifie alors par écrit au fournisseur, en lui demandant de justifier le retard constaté et de proposer les moyens nécessaires pour y remédier, tout en communiquant un programme actualisé en fonction des modifications présentées et ce afin de permettre l'achèvement de la livraison de fournitures dans les délais contractuels.

ARTICLE 12 : PENALITES POUR RETARD

Conformément aux dispositions de l'article 65 du CCAG-T et à défaut d'avoir terminé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial du marché modifié et complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 14 du décret n° 2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du dit marché sont à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 14 : AVANCES.

Vu le délai d'exécution du présent marché, aucune avance n'est prévue.

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché sont non révisables

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **15000.00 Dirhams (quinze mille dirhams)**. le cautionnement provisoire reste acquis au Maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'art 18 du CCAGT et à l'article 24 du décret n°2-22-431 :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics ;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics ;
- Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirhams supérieure.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 2 du CCAG-T.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAG-T, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des fournitures, s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-T.

ARTICLE 18: ASSURANCES

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

- La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana

- Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établit en quatre exemplaires ce bon doit indiquer :

1-la date de livraison

2-la référence au marché

3-l'identification du fournisseur

4- l'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantité livréesetc.)

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana

En présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

La vérification des fournitures livrées se fait sur la base des caractéristiques techniques prévues par le CPS déposés par le titulaire du marché et acceptés par le maître d'ouvrage.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie égale à dix pour cent (10%) sera prélevée sur le montant de chaque acompte à titre de garantie. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie est remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, conformément à l'article 64 du CCAG-T.

Toutefois, si le marché prévoit des réceptions provisoires partielles aboutissant à l'élaboration de décomptes définitifs partiels, il sera opéré, à la demande du fournisseur, à chaque réception définitive partielle le remboursement d'une partie de la retenue de garantie, correspondant à la part initiale des travaux réalisés et réceptionnés.

La retenue de garantie est restituée au fournisseur ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG-Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret **n°2-22-431** du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par le CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 22: RECEPTION PROVISOIRE

En application des dispositions de l'art 73 du CCAGT

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif.

A l'issue de ces opérations le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage conformément à l'article 73 et 76 du CCAGT.

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **12 mois** à compter de la réception provisoire. Pendant ce délai, le fournisseur devra répondre à toutes les notifications qui lui sont adressées pour réparer les défauts non imputables à des tiers.

ARTICLE 24: RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit

assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le fournisseur.

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81,82,83 et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions des articles précités, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T notamment son paragraphe2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 26 du CCAGT, le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service. Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 30 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire (RIB 24 chiffres).....ouvert auprès de.....la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 31 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le fournisseur doit accomplir la formalité de l'enregistrement, tel que ce droit résulte des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 32 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Les personnes chargées du suivi du présent marché seront désignées par le Président de la Commune de Salé en qualité de maître d'ouvrage.

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du présent marché ainsi que les actes qu'elles sont habilitées à prendre pour assurer leurs missions sont :

- Suivi de l'application stricte des dispositions du présent CPS ;
- Notification des ordres de service au titulaire du marché ;
- Vérification et réception des fournitures objet du présent marché.

CHAPITRE II
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES
ET DEFINITION DES PRIX

Article 33 : Caractéristiques techniques

Prix N° 1 : Ordinateurs i5

Format : Tour

Microprocesseur : Intel Core i5 (64 bits), chipset B660, 12ème génération, mémoire cache : 18MB, 6 cœurs et la fréquence de base est de 3 GHz au minimum.

Mémoire Vive (RAM) : 8 Go DDR4 (1X8Go) (3200 Mhz) extensibles au moins 64Go

Disque Dur : 512 GB SSD

Graveur DVD : interne.

Carte graphique : Qualité UHD

Connectivités USB : 8 ports dont au moins 4 ports du type 3.x; un port LAN (Giga Ethernet); carte Wi-Fi 6E avec Bluetooth 5.2 intégrés à la carte-mère; un port d'entrée et sortie audio Jack, un port HDMI, un port VGA et un port Display Port 1.4.

Ecran : Full HD 21,5 pouces au minimum, antireflet.

Audio : Haut-parleur interne intégré dans l'unité centrale

Clavier : Clavier filaire Azerty bilingue arabe - français, caractères gravés ; et Pavé Numérique

Souris : Une souris Filaire optique à deux boutons, avec molette et tapis portant le marquage de logo de la commune.

Système d'exploitation : Microsoft Windows 10 Pro 64 bits en Français installé et Activé
Le poste est muni de tous les câbles d'alimentation, rallonge électrique trois prises, et toutes les cartes périphériques doivent être d'origine.

L'écran, clavier et souris de même marque et même couleur que l'unité centrale

Prix N° 2 : Ordinateurs i7

Ordinateur de bureau Intel® Core™ i7-12700

Disque dur : 512GB SSD PCIe NVMe

Carte graphique : Intel UHD Graphics 770

Microprocesseur : Intel® Core™ i7 12e génération (2,50 GHz jusqu'au 4,90Ghz)

Nombre de cœurs du processeur : 8

Mémoire : 16 Go

Type de mémoire : DDR4

Mémoire cache L3: 16 Mo.

Carte réseau : (10/100/1000) Ethernet intégré avec sortie RG45.

Connexion réseau sans fil : Carte sans fil Wi-Fi 6 (2x2) 802.11ax et Bluetooth 5.1

Carte son interne : Système audio haute définition.

Ports d'E-S externes : 4 ports USB ; 1 connecteur pour casque ; 1 display port ; 1 RJ45

Système d'exploitation : Windows 11 Pro 64 bits en Français installé et Activé

Écran : Full HD 23,8 pouces, antireflet, 300 nits ;

Clavier : Clavier filaire Azerty bilingue arabe - français, caractères gravés ; et Pavé Numérique

Le poste est muni de tous les câbles d'alimentation et toutes les cartes périphériques doivent être d'origine.

L'écran, clavier et souris de même marque et même couleur que l'unité centrale.

Avec tapis de souris portant le marquage de logo de la commune, et rallonge multiprise électrique 3 prises.

Prix N°3 : imprimantes multifonction monochrome A4

Technologie d'impression : Laser

Vitesse du processeur : 1200 MHz

Mémoire : 1 Go

Stockage : eMMC de 4 Go

Vitesse d'impression : 36 ppm minimum ;

Volume d'impression mensuel minimum : 3000 pages par mois
Volume d'impression : 80.000 pages
Alimentation : 220 à 240 V (± 10 %) 50/60 Hz (± 2 Hz)
Impression recto verso automatique
Résolution d'impression : 1200x1200 dpi
Copieur :
Vitesse de copie : 36 ppm au minimum ;
Copieur duplex, résolution : 600x600 dpi
Copie recto verso : copie de documents recto verso en recto verso (automatique)
Numérisation :
Numérisation couleur, résolution : 600x600dpi, type de scanner : Vitre, Chargeur automatique recto verso (en un seul passage), niveau de gris : 256 ; Vitesse de numérisation : Recto verso noir et blanc : 80 ipm, Recto verso couleur : 40 ipm.
Connectivité : impression direct, port USB, wifi, Ethernet/lan,
Câble d'alimentation et câble USB.

Prix N°4 : Imprimantes multifonction monochrome A3

Type d'appareil : Multifonction laser monochrome A3
Fonctions principales : Impression, copie, numérisation
Vitesse du processeur : Processeur double cœur 1GHz
Mémoire : Standard : 2 Go de RAM
Stockage : Standard : eMMC de 64 Go
Connexion d'interface : ports USB 2.0, réseau 1000Base-T/100Base-TX/10Base-T, sans fil LAN (IEEE 802.11 b/g/n)
Capacité d'alimentation papier (A4, 80 g/m²) : 350 feuilles minimum
Capacité de sortie papier (A4, 80 g/m²) : Standard : 250 feuilles minimum
Supports pris en charge : Fin, ordinaire, recyclé, épais, couleur, bond, transparent, étiquette, pré-perforé, enveloppes.
Formats de supports pris en charge : A3, A4, A4R, A5, A5R, B4, B5, B5R, Enveloppes.
Spécifications d'impression et de copie :
Vitesse d'impression et de copie : jusqu'à 25 ppm (A4), jusqu'à 12 ppm (A3),
Résolution d'impression et de copie (ppp) : 600 x 600
Impression recto verso : automatique
L'imprimante doit être livrée avec un socle, un câble USB et un câble d'alimentation.

Prix N°5 : imprimante multifonction couleur A3

Impression, copie, numérisation,
Qualité d'impression : 600 x 600
Vitesse d'impression : A4 : 20 ppm, A3 : 10 ppm.
Connectivité : Standard : 1 port USB 2.0
Technologie d'impression : Laser
Vitesse du processeur : 540 Mhz
Mémoire : 192 Mo
Impression recto/verso: Manuelle
Fonctionne avec 4 toners (noire, cyan, magenta, jaune)

Prix N°6 : Tablettes

Tablette Bluetooth Wifi RAM 8 Go, stockage 128 Go, écran 11"
Avec pochette et clavier
Processeur : 5G (6nm) 90 Hz (minimum)
Recharge rapide 18 W, Camera 8

ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX

Prix N°01 : Ordinateurs i5.

ce prix rémunère la fourniture des ordinateurs i5 .

Produit payé à l'unité au prix**N°01**

Prix N°02: Ordinateurs i7

ce prix rémunère la fourniture des ordinateurs i7.

Produit payé à l'unité au prix**N°02**

Prix N°03: imprimante multifonction monochrome A4

ce prix rémunère la fourniture des imprimantes multifonction A4.

Produit payé à l'unité au prix**N°03**

Prix N°04: imprimante multifonction monochrome A3

ce prix rémunère la fourniture des imprimantes multifonction monochrome A3

Produit payé à l'unité au prix**N°04**

Prix N°05: imprimante multifonction couleur A3

ce prix rémunère la fourniture d'une imprimante multifonction couleur A3

Produit payé à l'unité au prix**N°05**

Prix N°06 : Tablettes

ce prix rémunère la fourniture des tablettes

Produit payé à l'unité au prix**N°06**

ARTICLE 35 :

BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF
Marché N°47/CS/2024
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE
SALE

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

N° du poste	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire Hors Taxes en Dhs (en chiffre)	Prix Total HT
1	2	3	4	5	6=4X5
1	Ordinateurs i5	U	40		
2	Ordinateurs i7	U	2		
3	Imprimante multifonction monochrome A4	U	40		
4	Imprimante multifonction monochrome A3	U	4		
5	Imprimante multifonction couleur A3	U	2		
6	Tablettes	U	14		
				TOTAL H.T	
				TVA 20%	
				TOTAL TTC	

FAIT A..... LE.....

SIGNATURE ET CACHET DU CONCURRENT



MARCHE N° 47/CS/2024

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

OBJET : ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE SALE

Arrêté le présent marché à la somme de :
.....

<p>LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE :</p> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"><div style="margin-left: 10px;"><p>Omar SENTISSI Président de la Commune de Sale</p></div></div> <p>SALE LE.....</p>	
<p>DRESSE PAR :</p> <div style="text-align: center;"><p>Mohammed MANSOURI Chef de Division des Systèmes d'Information et des Moyens Communs</p></div> <p>SALE LE.....</p>	<p>LU ET ACCEPTE PAR LE FOURNISSEUR :</p> <p>SALE LE.....</p>
<p>WISE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>	<p>APPROUVE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>